

SECTEUR D'INFORMATION SUR LES SOLS Ancienne usine à gaz à GUEUGNON

Description de l'établissement

Nom : Ancienne usine à gaz
Adresse : RUE DU STADE
Commune principale : GUEUGNON (71230)
Communes secondaires : Non renseigné
Activités : J1 - Cokéfaction, usines à gaz
Description : Non renseignée

Conclusions de l'administration sur l'état des sols

Date de dernière mise à jour des informations : 24/07/2023

Terrain répertorié en Secteur d'information sur les sols (SIS)

Identifiant : SSP00033110101

Ancien identifiant SIS : 71SIS05484

Description¹ : L'établissement GDF (devenu ENGIE) a exploité, sur les terrains, de 1881 à 1959, une usine à gaz fabriquant du « gaz de ville » par distillation de la houille. La mise en sécurité des installations a été réalisée. Par ailleurs, la présence de résidus de traitement de minerais d'uranium a été constatée sur le site.

Les documents transmis par ENGIE et ORANO en octobre 2022 et notamment le rapport EGIS N°E3834P02T02 – V03 du 10/09/21 font état des éléments suivants :

- la présence de résidus de traitement de minerais d'uranium dont l'emprise à l'intérieur du site n'est que partiellement connue ;
- une source de pollution concentrée en hydrocarbures (14 000 mg/kg de MS), située entre 1 m et 1,30 m de profondeur, à l'Ouest du bâtiment tertiaire ;
- la présence de goudrons imprégnés à l'Ouest du bâtiment tertiaire et dont l'extension sous ce bâtiment n'est pas connue ;
- la présence de tronçons de canalisation en fonte contenant du goudron toujours à l'Ouest du bâtiment tertiaire ;
- tous les échantillons analysés en 2021, au droit de l'emprise des résidus de traitement de minerais d'uranium, présentent des dépassements des critères d'acceptabilité en installation de stockage de déchets inertes en ce qui concerne les composés chimiques traceurs des anciennes usines à gaz.

L'ensemble des données disponibles confirme la présence d'une pollution mixte (chimique et radiologique) sur le site.

Il n'y a, à ce jour, par d'usage des terrains et des bâtiments. Le diagnostic ne conclut pas que l'état des sols est compatible avec un usage futur donné.

Le classement en secteur d'information sur les sols est réalisé en application de l'article R. 125-43 du Code de l'environnement, l'exploitation des activités étant arrêtée depuis plus de 30 ans.

L'article L. 125-7 du code de l'environnement prévoit que lorsqu'un terrain situé en secteur d'information sur les sols fait l'objet d'un contrat de vente ou de location, le vendeur ou le bailleur du terrain est tenu d'en informer par écrit l'acquéreur ou le locataire. Il communique les informations rendues publiques par l'État. L'acte de vente ou de location atteste de l'accomplissement de cette formalité.

En application des articles L. 556-2 et R. 556-2 du code de l'environnement et R. 43116 et R. 442-8-1 du code de l'urbanisme, sur un terrain répertorié en secteur d'information sur les sols, le maître d'ouvrage fournit dans le dossier de demande de permis de construire ou d'aménager une attestation garantissant la réalisation d'une étude de sols et de sa prise en compte dans la conception du projet de construction ou de lotissement. La présence de cette attestation (ATTES-ALUR) dans le dossier de demande de permis de construire ou d'aménager est vérifiée par le service urbanisme de la collectivité compétente.

Cette étude de sols comprend un diagnostic et un plan de gestion en découlant. Le plan de gestion définit les mesures de gestion permettant d'assurer la compatibilité entre l'état du site et l'usage futur souhaité au regard de l'efficacité des techniques de réhabilitation ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.

Documents associés² : Plans

Synthèse de l'action de l'administration

Date de dernière mise à jour des informations : 24/07/2023

Enjeux et environnement : Gaz de France (aujourd'hui Engie) a exploité environ 500 usines à gaz (ou usines à cornue) sur le territoire français, qui transformaient le charbon en gaz de ville, et ont toutes été arrêtées dans les années 50-60, avec le développement du réseau de gazoducs et l'exploitation du gaz de Lacq. Ce type d'activité étant susceptible de générer des pollutions des sols pouvant présenter des risques sanitaires et environnementaux (en lien avec les résidus de combustion du charbon), un protocole programmé sur 10 ans avait été signé en 1996 entre Gaz de France et le ministère en charge de l'environnement. Il avait notamment abouti à la mise en œuvre d'une méthodologie nationale qui a permis de hiérarchiser les sites en fonction de leur sensibilité des points de vue sanitaires et environnementaux, dans l'optique, le cas échéant, de mettre en œuvre les mesures de gestion des pollutions nécessaires.

Le terrain objet de la présente information est situé en zone urbaine et a accueilli, de 1881 à 1959, une usine à gaz fabriquant du « gaz de ville » par distillation de la houille. Après l'arrêt de la production, la plupart des bâtiments et installations ont été détruits. Au sens du protocole, c'est un site dont la sensibilité vis-à-vis de l'homme, des eaux souterraines et superficielles a été qualifiée de limitée (classe 2). Cela a justifié la réalisation d'un diagnostic initial qui, le cas échéant, pouvait être suivi par la mise en œuvre de mesures de gestion des pollutions appropriées. Les diagnostics ont mis en évidence la présence, sur le site, d'une cuve à goudrons remblayée ne contenant plus de

goudrons, et, dans les sols, d'une pollution mixte sur le site (chimique et radiologique) (investigations complémentaires réalisées en 2021).

Par ailleurs la présence de résidus de traitement de minerais d'uranium a été constatée sur le site.

Description³ :

Contexte « ANCIENNE USINE A GAZ »

Gaz de France a hiérarchisé ses actions sur les 467 sites d'anciennes usines à gaz qu'il gère, répartis sur l'ensemble du territoire.

La méthodologie retenue a consisté à hiérarchiser les sites en fonction de leur sensibilité vis-à-vis de l'environnement (usage du site, vulnérabilité des eaux souterraines et superficielles, présence et type de population sur le site, ...). L'application de cette méthode a abouti à l'établissement de 5 classes de priorité pour lesquelles les engagements de Gaz de France ont fait l'objet d'un protocole d'accord relatif à la maîtrise et au suivi de la réhabilitation des anciens terrains d'usines à gaz entre le Ministère de l'Environnement et Gaz de France signé le 25 avril 1996.

Le site de l'ancienne usine à gaz de Geugnon est en classe 2 du protocole. Conformément aux engagements pris dans le protocole, ce site a fait l'objet d'un diagnostic initial dont les principaux objectifs sont, outre les recherches historiques et documentaires, la recherche des ouvrages enterrés, l'évaluation de l'impact du site sur les ressources locales en eaux souterraines et superficielles et la caractérisation du sol superficiel pour évaluer les risques de contact direct et ceux liés à d'éventuelles émanations gazeuses.

Ce diagnostic, effectué par un bureau d'études à la demande de Gaz de France, a mis en évidence la présence sur le site d'une cuve à goudrons remblayée ne contenant plus de goudrons.

Les sols présentent une faible concentration de certains produits liés à la fabrication de gaz manufacturé autour de la cuve et du gazomètre.

Une surveillance de la qualité des eaux souterraines a été mise en place en 2001. Au vu des résultats obtenus, elle a été arrêtée en 2004.

Contexte « RESIDUS DE TRAITEMENT DE MINERAIS D'URANIUM »

Par ailleurs, dans le cadre de l'action nationale relative à la gestion des stériles miniers des anciennes mines d'uranium lancée en 2009, ORANO Mining (ex AREVA) a procédé à une campagne de repérage et de recensement des lieux de réutilisation possible des stériles.

Cette campagne a tout d'abord comporté une phase de repérage aérien, par survols héliportés des zones potentiellement concernées. Puis, les secteurs repérés comme constituant des anomalies radiométriques ont fait l'objet de reconnaissances au sol, afin de vérifier la présence ou non de stériles uranifères.

Compte tenu de la présence, sur la commune de Gueugnon, d'un stockage de résidus de traitement de minerais d'uranium provenant de l'usine exploitée entre 1955 et 1980 sur cette commune, les sites mis en évidence dans le cadre de cette démarche ont fait l'objet d'un suivi spécifique.

ENGIE a réalisé, en mars 2017, des prélèvements de sol visant à identifier la présence de polluants chimiques traceurs des activités de l'ancienne usine à gaz. Malgré les demandes formulées par l'inspection des installations classées et le Préfet, aucun résultat d'analyse n'a été communiqué par ENGIE.

Début 2021, ENGIE et ORANO Mining ont signé un accord de collaboration permettant la réalisation d'un diagnostic radiologique et chimique afin de confirmer ou d'infirmer l'existence d'une pollution mixte.

RESULTATS DES DIAGNOSTICS

De l'examen des éléments transmis par ENGIE et ORANO en octobre 2022 et notamment du rapport EGIS N°E3834P02T02 – V03 du 10/09/21, il ressort les éléments suivants :

- la présence de résidus de traitement de minerais d'uranium dont l'emprise à l'intérieur du site n'est que partiellement connue ;
- une source de pollution concentrée en hydrocarbures (14 000 mg/kg de MS), située entre 1 m et 1,30 m de profondeur, à l'Ouest du bâtiment tertiaire ;
- la présence de goudrons imprégnés à l'Ouest du bâtiment tertiaire et dont l'extension sous ce bâtiment n'est pas connue ;
- la présence de tronçons de canalisation en fonte contenant du goudron toujours à l'Ouest du bâtiment tertiaire ;
- tous les échantillons analysés en 2021, au droit de l'emprise des résidus de traitement de minerais d'uranium, présentent des dépassements des critères d'acceptabilité en installation de stockage de déchets inertes en ce qui concerne les composés chimiques traceurs des anciennes usines à gaz.

L'ensemble des données disponibles confirme la présence d'une pollution mixte (chimique et radiologique) sur le site.

CONCLUSIONS

Le protocole du 25 avril 1996 a pris fin le 25 avril 2006. Par circulaire en date du 6 août 2007, le ministère de l'environnement précise que, dorénavant, Gaz de France assurera seule en sa qualité de propriétaire foncier la gestion environnementale de ses terrains d'anciennes usines à gaz. En cas de modification de l'utilisation des terrains (à l'occasion d'une vente par exemple), il appartient donc à Gaz de France (devenu ENGIE) de fournir au futur acquéreur toutes les informations nécessaires concernant la situation environnementale du site.

Ces informations doivent permettre au futur acquéreur d'appréhender les conditions d'usage qui lui sont rattachées et d'en tenir compte dans l'aménagement qui en sera fait.

Par ailleurs et au regard de la pollution présente, une mise à jour du classement en SIS des terrains est proposé (articles L.125-6 et L.556-2 du code de l'environnement).

Polluant(s) identifié(s) ou suspecté(s) : Non renseigné

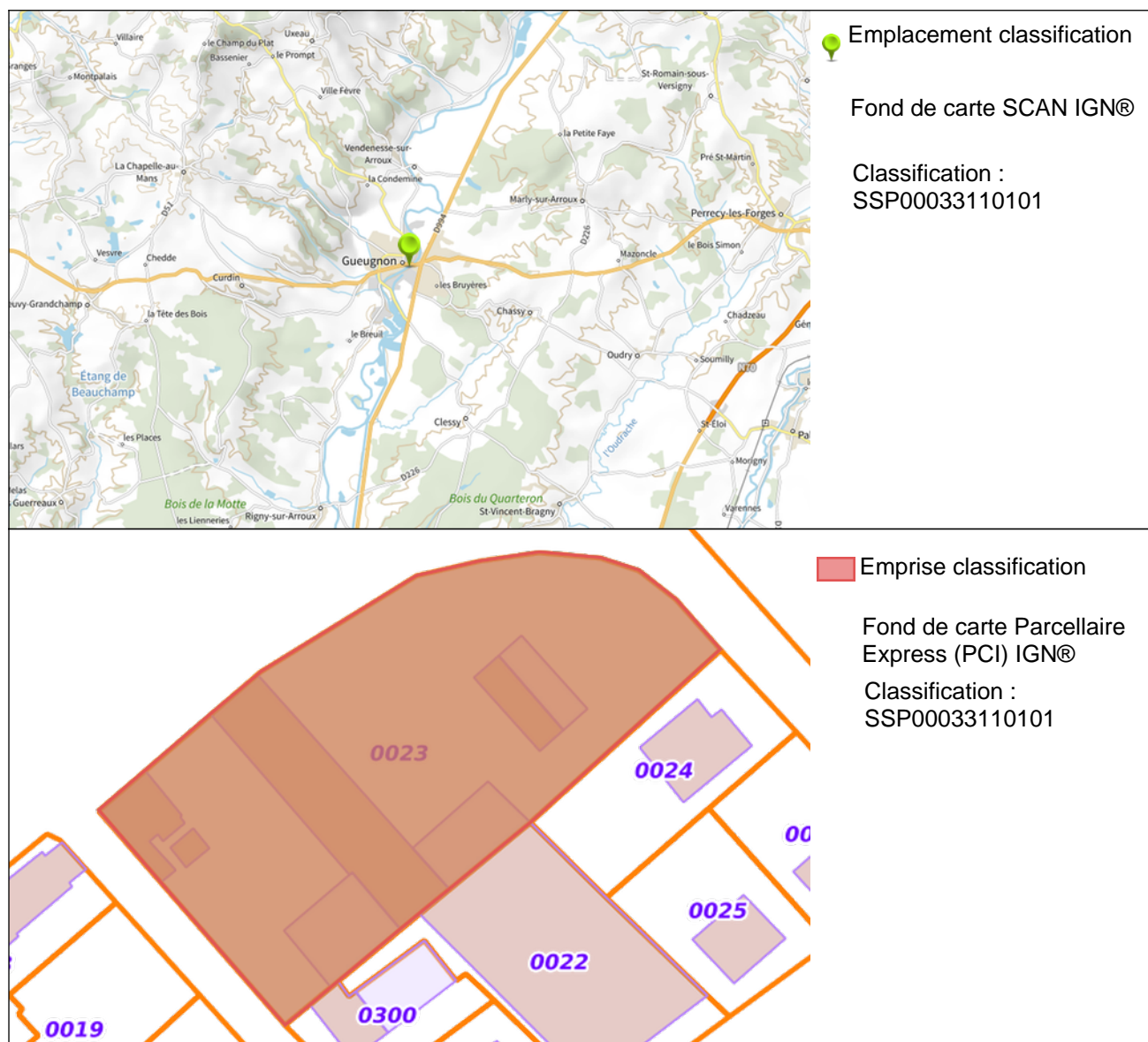
Documents associés : Non renseigné

Géolocalisation

Parcelles concernées par le Secteur d'information sur les sols (SIS)

Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
GUEUGNON		AW	0023	71

Plans cartographiques :



Coordonnées du centroïde
RGF93 / Lambert-93
(EPSG:2154) :

Long. : 781438.4747198076, Lat. : 6611583.383439817

Superficie estimée :

2726 m²

- 1 - Pour les établissements renseignés avant 2020, les informations sont généralement issues de la base de données relative aux secteurs d'information sur les sols (SIS) dont l'information était assurée par le géoportail des risques du Ministère chargé de l'environnement (www.georisques.gouv.fr)
- 2 - Les documents associés seront téléchargeables sur Géorisques lors de la publication de la fiche
- 3 - Les informations contenues dans les bases de données BASOL et SIS peuvent être similaires pour les établissements créés avant 2020. Ainsi les descriptifs des conclusions de l'administration et de l'action de l'administration peuvent être identiques.